



Service d'Infrastructure  
de la Défense Sud-Ouest

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

### ACTE D'ENGAGEMENT

#### Maître de l'ouvrage

ETAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

#### Objet du marché

N° DAF : 2025\_0994

N° COSI : 460619

**(33) - Martignas sur Jalle - camp de Souge - construction d'un chenil**  
**Lot n° 1 : tous corps d'état**

Marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L. 2123-1, R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6 du code de la commande publique

### CADRE RESERVE A LA NOTIFICATION

**NUMERO DU MARCHE : 2024 BDXSAI**

**Date de notification du marché par voie dématérialisée :**

**Montant TTC en EUROS :**

**N° engagement Chorus :**

**N° Visa SPB5 :**

**Code CPV : 45200000-9**

**Code GM : 36.02.01**

**NUMERO de Siret du SID Sud-Ouest pour envoi des projets de décompte : 130 001 902 000 27**

**Numéro du service exécutant**

**D10711C033**

**Numéro de service MOA pour envoi des projets de décompte**

**Bureau Exécution de la Dépense :  
D10711C033\_06**

#### Niveau de classification :

MD	MA	MS	NP
		X	

MD : marché avec détention d'ISC

MA : marché avec accès à des ISC

MS : marché sensible

NP : marché non protégé

## ACTE D'ENGAGEMENT

**« Arrêté du 22 juin 2007 modifié portant désignation des personnes n'appartenant pas à l'administration centrale signataires des marchés publics et des accords-cadres au ministère de la défense »**

Directrice du service d'infrastructure de la défense Sud-Ouest

### **Interlocuteur PME (uniquement pour les questions relatives au paiement)**

Chef du bureau exécution de la dépense du service d'infrastructure de la défense Sud-Ouest  
Adresse postale : caserne Nansouty – 223 rue de Bègles - CS 21152 - 33068 BORDEAUX CEDEX  
Tél. : 05.57.85.17 56

### **Maîtrise d'oeuvre**

Chef du bureau de maîtrise d'œuvre du service d'infrastructure de la défense sud-ouest

### **Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 à R. 2191-61 du code de la commande publique.**

Mme la directrice du service d'infrastructure de la défense Sud-Ouest

### **Ordonnateur secondaire**

Mme la directrice du service d'infrastructure de la défense Sud-Ouest

### **Comptable public assignataire des paiements**

Direction Départementale des Finances Publiques (DDFiP) des Landes  
23 rue Armand Dulamon  
BP 309  
40011 Mont-de-Marsan cedex  
☎. Tel 05 56 90 76 00

## ACTE D'ENGAGEMENT

### ARTICLE PREMIER - CONTRACTANT (S)

☐ **Je soussigné**, (le candidat se présente seul)

Nom,  
prénom et  
fonction:

☐ **Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :**

Domicilié  
à :

Tel. :

Courriel :

☐ **Agissant pour le nom et le compte de la Société :** (intitulé complet et forme juridique de la société)

Ayant son siège à  
(adresse complète) :

Adresse agence (adresse  
complète):

Tel. :

Courriel :

N° d'identité d'établissement  
(SIRET) :

code d'activité économique  
principale (APE) :

N° d'inscription ☐ au répertoire des métiers **ou** ☐ au registre du  
commerce et des sociétés :

PME :    Oui        Non\*

*\*Rayer la mention inutile : sont considérées comme des petites et moyennes entreprises (PME) les entreprises dont l'effectif ne dépasse pas 250 personnes et dont le chiffre d'affaire est inférieur à 50 M € (ou total de bilan inférieur à 43 M €) (décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 – publié au JO le 20 décembre 2008 relatif à la définition des PME)*

☐ **Nous soussignés**, (en cas de groupement)

Cotraitant N° (1) :																
Nom, prénom et fonction:																
<input type="checkbox"/> <b>Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :</b>																
Domicilié à :																
Tel. :																
Courriel :																
<input type="checkbox"/> <b>Agissant pour le nom et le compte de la Société :</b> (intitulé complet et forme juridique de la société)																
Ayant son siège à (adresse complète) :																
Adresse agence (adresse complète):																
Tel. :																
Courriel :																
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	<table border="1"><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr></table>															
code d'activité économique principale (APE) :	<table border="1"><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr></table>															
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers <b>ou</b> <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :																
PME :    Oui        Non*																
<p><i>*Rayer la mention inutile : sont considérées comme des petites et moyennes entreprises (PME) les entreprises dont l'effectif ne dépasse pas 250 personnes et dont le chiffre d'affaire est inférieur à 50 M € (ou total de bilan inférieur à 43 M €) (décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 – publié au JO le 20 décembre 2008 relatif à la définition des PME)</i></p>																

Cotraitant N° (2) :																			
Nom, prénom et fonction:																			
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :																			
Domicilié à :																			
Tel. :																			
Courriel :																			
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)																			
Ayant son siège à (adresse complète) :																			
Adresse agence (adresse complète):																			
Tel. :																			
Courriel :																			
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	<table border="1" style="border-collapse: collapse; width: 100%;"> <tr> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> </tr> </table>																		
code d'activité économique principale (APE) :	<table border="1" style="border-collapse: collapse; width: 100%;"> <tr> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> </tr> </table>																		
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers <b>ou</b> <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :																			
PME :    Oui        Non*																			
<i>*Rayer la mention inutile : sont considérées comme des petites et moyennes entreprises (PME) les entreprises dont l'effectif ne dépasse pas 250 personnes et dont le chiffre d'affaire est inférieur à 50 M € (ou total de bilan inférieur à 43 M €) (décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 – publié au JO le 20 décembre 2008 relatif à la définition des PME)</i>																			

(1) cadre à recopier autant de fois que de membre (s) du groupement

- après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et des documents qui y sont mentionnés ;
- après avoir produit les documents, certificats, attestations ou déclarations visés aux articles R. 2143-3 à R. 2143-10 du code de la commande publique ;

- l'inexactitude des documents et renseignements prévus aux articles R. 2143-3 à R. 2143- 10 du code de la commande publique, ou le refus de produire ces pièces par le cocontractant de la personne publique, est de nature à entraîner la résiliation du présent marché aux torts du titulaire. Cette résiliation sera aux frais et risques de l'entrepreneur.

☐ **nous engageons** sans réserve, en tant que cotraitants **groupés solidaires**, représentés par :

mandataire du groupement solidaire :

conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les travaux dans les conditions ci-après définies.

☐ **m'engage**, sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les travaux dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me, nous, lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de six (6) mois à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation et rappelée en page de garde du C.C.A.P.

## ARTICLE 2 - PRIX

### 2.1 - Montant du marché

Les modalités de variation des prix au **titulaire** et aux **sous-traitants** sont fixées à l'article 3.4 du C.C.A.P.

Les travaux définis au C.C.A.P. ne sont pas divisés en tranches.

Les travaux seront rémunérés par application d'un prix global forfaitaire égal à :

- montant hors T.V.A.	:	€
- T.V.A. au taux de % , soit	:	€
- montant T.T.C.	:	€

soit montant T.T.C arrêté en toutes lettres :

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la répartition des montants est à répartir entre chaque membre du groupement :

Nom des membres du groupement	Montant H.T.	T.V.A. à ....%	Montant T.T.C.
1 - Mandataire			
2 -			
3 -			
Total			

Pour la prestation supplémentaire éventuelle obligatoire : Local soin et box sanitaire (à chiffrer obligatoirement)

- montant hors T.V.A.	:	€
- T.V.A. au taux de % , soit	:	€
- montant T.T.C.	:	€

Soit montant T.T.C., arrêté en toutes lettres :

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la répartition des montants est à répartir entre chaque membre du groupement :

Nom des membres du groupement	Montant H.T.	T.V.A. à ....%	Montant T.T.C.
1 - Mandataire			
2 -			
3 -			
Total			

**Décision du pouvoir adjudicateur :**

La décision du pouvoir adjudicateur de retenir la prestation supplémentaire éventuelle obligatoire fera l'objet d'une mise au point.

## 2.2 - Sous-traitance

L'annexe DC4 au présent acte d'engagement indique la nature et le montant des prestations que j'envisage (nous envisageons) de faire exécuter par des sous-traitants, le nom de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance. Le montant des prestations sous traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

☐ **Prestataire unique,**

Le montant total des prestations que j'envisage de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

- Montant hors TVA

☐ **Groupement d'opérateurs économiques,**

Le montant total des prestations que nous envisageons de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

N° et noms des membres du groupement	Montant hors T.V.A.
1	
2	
3	
4	
5	
<b>Total</b>	

### ARTICLE 3 - DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE

Par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G. Travaux, le délai d'exécution de l'ensemble des lots est de 12 mois et se décompose comme suit :

Lots	Délais d'exécution
<b>Lot n° 1</b>	<b>Période de préparation exclue</b> : 3 mois à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant de la commencer, <b>Travaux</b> : 9 mois à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant de les commencer.
<b>Lot n° 2</b>	<b>Période de préparation exclue</b> : 3 mois à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant de la commencer, <b>Travaux</b> : 9 mois à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant de les commencer

Le calendrier détaillé d'exécution, définissant les périodes d'intervention de chaque lot, devra être approuvé par le pouvoir adjudicateur au plus tard 10 jours avant la fin de la période de préparation.

### ARTICLE 4 - PAIEMENTS

Les modalités du règlement des comptes du marché sont spécifiées à l'article 3.3 du cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.).

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB ou RIP) :

<input type="checkbox"/> <b>Entrepreneur unique :</b>				
Compte ouvert à l'organisme bancaire :				
à :				
au nom de :				
<b>CODE RIB/RIP</b>	<b>CODE BANQUE</b>	<b>CODE GUICHET</b>	<b>N° DE COMPTE</b>	<b>CLE</b>

Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal (RIB ou RIP).



☐ **Groupement solidaire (compte commun)**

Compte ouvert à l'organisme bancaire :				
à :				
au nom de :				
<b>CODE RIB/RIP</b>	<b>CODE BANQUE</b>	<b>CODE GUICHET</b>	<b>N° DE COMPTE</b>	<b>CLE</b>

Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal (RIB ou RIP).

☐ **Groupement solidaire (compte individuel)**

<b>Cotraitant N° (1)</b>				
Compte ouvert à l'organisme bancaire :				
à :				
au nom de :				
<b>CODE RIB/RIP</b>	<b>CODE BANQUE</b>	<b>CODE GUICHET</b>	<b>N° DE COMPTE</b>	<b>CLE</b>

Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal (RIB ou RIP).

(1) cadre à recopier autant de fois que de membre (s) du groupement

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

## ARTICLE 5 - AVANCE

☐ **Entrepreneur unique :**

L'entrepreneur désigné ci-devant :

☐ **accepte** de percevoir l'avance prévue dans le CCAP.

☐ **refuse** de percevoir l'avance prévue dans le CCAP.

☐ **Groupement solidaire :**

Les entrepreneurs désignés ci-devant :

☐ **acceptent** de percevoir l'avance prévue dans le CCAP.

☐ **refusent** de percevoir l'avance prévue dans le CCAP

## ARTICLE 6 - EMPLOI DE PERSONNES EN DIFFICULTES D'INSERTION

Sans objet.

## ARTICLE 7 - RESPONSABLES PHYSIQUES DE LA VERIFICATION ET DE LA SIGNATURE DES ACTES DE SOUS-TRAITANCE

Dans le cadre de la mise en place de la dématérialisation des actes de sous-traitance, la personne physique responsable de la gestion, la vérification et la signature de ses actes pour le titulaire est :

NOM Prénom :	
Fonction :	
N° téléphone :	
N° mobile :	
Adresse électronique :	

En cas d'absence du responsable, sa suppléance est assurée par :

NOM Prénom :	
Fonction :	
N° téléphone :	
N° mobile :	
Adresse électronique :	

### SIGNATURE ELECTRONIQUE

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement,

A \_\_\_\_\_, le

Le candidat

**Signature électronique de la société**

A Bordeaux, le

**Le pouvoir adjudicateur**

Signature